L.12.427/2.
L.12.428/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 14 novembre 1975, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service de santé en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent",

2) un projet d'arrêté ministériel "relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service de santé, en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent",

a donné le 22 décembre 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

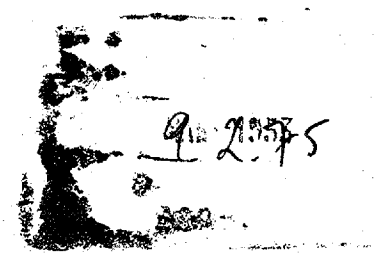
ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e november 1975 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aan de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de gezondheidsdienst met het oog op de benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad opgelegde beroepsexamens",

2) een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de aan de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de gezondheidsdienst met het oog op de benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad, opgelegde beroepsexamens",

heeft de 22e december 1975 het volgend advies gegeven :



Le Gouvernement soumet pour avis au Conseil d'Etat un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel qui ont pour but de réorganiser les épreuves pour l'accession au grade de major dans les forces terrestre, aérienne, navale et du service de santé afin de mettre en concordance ces épreuves avec la réorganisation des forces armées.

Ainsi les médecins, dentistes, pharmaciens et vétérinaires sont regroupés dans la force du service de santé interforces alors qu'auparavant ils faisaient partie de chacune des forces terrestre, aérienne et navale.

En revanche, les projets ne règlent pas les épreuves pour la gendarmerie. Selon les renseignements donnés par l'officier délégué, un projet d'arrêté royal relatif à cette force sera soumis au Conseil d'Etat pour avis.

Les projets ne règlent pas les épreuves pour les officiers ingénieurs des fabrications militaires, cette spécialité devant disparaître après l'adoption du projet de loi modifiant le statut des officiers, que le Gouvernement à l'intention de déposer.

.../...

Toutefois, en ce qui concerne les candidats majors officiers pilotes d'aviation légère et les candidats majors officiers para-commandos, les projets sont muets à cet égard, alors que l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 février 1960 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière, pour l'accession au grade de major, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1968, prévoyait des épreuves spéciales pour ces officiers.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de maintenir des épreuves spéciales pour les officiers para-commandos et pour les officiers pilotes d'aviation légère, il conviendrait de prévoir dans l'arrêté royal une disposition spéciale pour ces derniers.

*

L'article 10 du projet d'arrêté royal délègue au Ministre le pouvoir d'organiser les épreuves.

L'article 40 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve qui est invoqué comme fondement légal du projet, dispose :

"Nul officier ne peut être nommé au grade de major s'il n'a satisfait à des épreuves dont le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'organisation.

.../...

Les officiers porteurs du brevet d'état-major ainsi que les officiers porteurs d'un brevet de valeur équivalente que le Roi détermine peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".

Cette disposition est celle que le Conseil d'Etat avait proposée en conclusion des considérations suivantes :

"L'article 41 (devenu l'article 40 de la loi) charge le Roi de fixer les conditions régissant la participation aux épreuves pour l'accession au grade de major et de déterminer les modalités d'organisation de ces épreuves.

Contrairement aux dispositions actuellement en vigueur, rien n'est prévu en ce qui concerne le programme de ces épreuves.

Si le projet confie au Roi le soin de déterminer les modalités d'organisation des épreuves, c'est-à-dire les détails de cette organisation, a fortiori entend-il, sans doute, confier au Roi l'élaboration des programmes desdites épreuves" (Doc. Chambre, session 1956-1957, N° 681/1, p. 22).

Les examens de major sont actuellement organisés par des ordres généraux pris par les chefs d'état-major de chacune des forces aérienne, terrestre et navale.

Le Conseil d'Etat, dans son arrêt n° 17.331 du 10 décembre 1975, en cause BODDAERT, a constaté l'illégalité de ces ordres généraux.

.../...

Il résulte des considérations qui précèdent que le Roi doit régler lui-même l'organisation des épreuves, que dès lors dans le projet d'arrêté royal l'article 10 doit être omis et que dans le projet d'arrêté ministériel seuls les articles 11, 12 et 13 §§ 1er et 3, qui concernent les modalités de fonctionnement du jury, peuvent être maintenus. Rien ne s'oppose toutefois à ce que le Roi délègue au Ministre de la Défense nationale le soin de régler les modalités de fonctionnement du jury.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat tient compte de cette observation.

I. OBSERVATIONS SUR LE PROJET D'ARRETE ROYAL.

Article 2 (article 6 du texte proposé pour l'arrêté royal).

Le 3° dispose que les officiers de la force aérienne doivent, pour être nommés au grade de major, satisfaire à des épreuves destinées à établir que le candidat "possède en ce qui concerne les problèmes de défense, le niveau de culture générale exigible d'un officer supérieur". Cette condition n'est pas exigée des officiers des autres forces, ainsi qu'il résulte des articles 1er, 3 et 4 du projet.

Le Conseil d'Etat n'a pas obtenu de précision quant à la discordance existant entre les épreuves requises pour les officiers de la force aérienne par l'article 2, 3° et les épreuves exigées des officiers de la force terrestre, de la force navale et du service de santé, respectivement par les articles 1er, 3., 3, 3.et 4, 3.

.../...

Outre qu'il n'apparaît pas clairement ce qu'il y a lieu d'entendre par "culture générale en ce qui concerne les problèmes de défense", aucune justification n'est donnée à cette distinction dans le programme des épreuves.

Article 6 (article 16partim du texte proposé pour l'arrêté royal).

Les dispositions des alinéas 2 et 3 de cet article font double emploi avec celles des articles 16, § 1er, et 17 du projet d'arrêté ministériel. Il a été tenu compte de cet élément dans le texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 8 (article 2 du texte proposé pour l'arrêté royal).

Le § 2 de cet article fait double emploi avec l'article 2 du projet d'arrêté ministériel. Il en a été tenu compte dans le texte proposé par le Conseil d'Etat.

II. OBSERVATIONS SUR LE PROJET D'ARRETE MINISTERIEL.

Article 1er (article 1er du texte proposé pour l'arrêté royal).

Au § 2 de cet article, suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, les intéressés peuvent être autorisés à suivre des cours par correspondance ou des stages pratiques. Le texte proposé ci-après répond à cette intention.

.../...

Article 4 (article 5 du texte proposé pour l'arrêté royal).

Cette disposition crée une disproportion entre le coefficient des points accordés sur les matières enseignées à l'école d'arme (20 %) et celui des points accordés sur les matières enseignées à l'école de guerre (80 %).

Cette disposition est propre aux candidats de la force terrestre.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons de ce régime particulier.

Article 16 (article 16 du texte proposé pour l'arrêté royal).

Le § 3, alinéa 3 de cet article dispose :

"Les officiers qui obtiennent un ajournement pour des raisons personnelles ne peuvent invoquer cette circonstance pour prétendre à une promotion rétroactive".

Les conditions de promotion avec effet rétroactif sont réglées par l'article 45, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Il n'appartient donc ni au Roi ni, a fortiori, au Ministre de régler ces conditions.

Cette disposition doit donc être omise.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent et de certaines modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire particulier, le Conseil d'Etat propose les textes suivants, qui ont reçu l'accord du fonctionnaire délégué :

pour le projet d'arrêté royal.

"ARRETE ROYAL RELATIF AUX EPREUVES IMPOSEES AUX OFFICIERS DE CARRIERE DES FORCES TERRESTRE, AERIENNE, NAVALE ET DU SERVICE DE SANTE EN VUE DE LA NOMINATION AU GRADE DE MAJOR OU A UN GRADE EQUIVALENT.

- - - - - - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, notamment l'article 40;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne, navale et du service de santé interforces;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DES COURS PREPARATOIRES AUX EPREUVES PROFESSIONNELLES

Article 1er, § 1er (article 1er du projet d'arrêté ministériel)

Les officiers qui désirent participer à l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent doivent (après avoir été agréés par le Ministre de la Défense nationale), suivre les cours préparatoires suivants :

1° à la force terrestre :

a) un cours à l'école d'arme du corps auquel appartient le candidat portant sur les matières dont question à l'article 3, 1°;

b) un cours interarmes, donné à l'école de guerre portant sur les matières dont question à l'article 3, 2°;

2° à la force aérienne :

un cours de formation d'officier supérieur, donné à l'école de guerre;

3° à la force navale :

des cours s'échelonnant sur une période de deux à quatre mois, donnés au sein de la force;

4° au service de santé :

a) pour les officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires, un cours à l'école royale du service de santé;

b) pour les officiers des troupes du service de santé, le cours interarmes prévu pour les officiers de la force terrestre et un cours à l'école royale du service de santé.

§ 2. Ces cours peuvent être précédés ou suivis de cours par correspondance ou de stages pratiques moyennant l'autorisation du Ministre de la Défense nationale ou de l'autorité militaire qu'il désigne.

Article 2 (article 2 du projet d'arrêté ministériel et article 8, § 1er du projet d'arrêté royal).

Les épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major ou un grade équivalent ont lieu immédiatement après les cours préparatoires.

CHAPITRE II. PROGRAMME DES EPREUVES.

Section Ière. Candidats de la force terrestre.

Article 3 (article 1er du projet d'arrêté royal)

Les officiers de la force terrestre doivent, pour pouvoir être nommés au grade de major, satisfaire à des épreuves destinées à établir que le candidat :

1° possède la connaissance de la mise en oeuvre tactique et technique au niveau bataillon ou unité équivalente, des unités et organismes du corps auquel il appartient;

2° possède une connaissance suffisante de l'organisation, de la mise en oeuvre opérationnelle, des équipements principaux, de la logistique et de la gestion du personnel et du matériel des unités et organismes de la force terrestre;

3° possède la maturité nécessaire pour appliquer les connaissance visées aux 1° et 2° dans les fonctions d'officier supérieur.

Article 4 (article 3 du projet d'arrêté ministériel)

Les épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major de la force terrestre consistent en une épreuve unique comportant :

1° des épreuves écrites ayant trait aux matières enseignées dans les cours préparatoires visés à l'article 1er, § 1er, 1°;

2° des épreuves orales consistant principalement en la défense du travail présenté par les candidats lors des épreuves écrites à l'exclusion des matières dites de formation générale du cours interarmes.

Article 5 (article 4 du projet d'arrêté ministériel)

§ 1er. Les épreuves portant sur les matières enseignées à l'école d'arme et celles portant sur celles enseignées à l'école de guerre interviennent respectivement pour un coefficient de 20 p.c. et de 80 p.c. de l'ensemble du résultat des épreuves.

§ 2. Pour réussir aux épreuves professionnelles, le candidat doit avoir obtenu au moins la moitié des points pour l'ensemble des épreuves.

Section 2. Candidats de la force aérienne.

Article 6 (article 2 du projet d'arrêté royal)

Les officiers de la force aérienne doivent, pour pouvoir être nommés au grade de major, satisfaire à des épreuves destinées à établir que le candidat :

1° possède les connaissances en matière d'organisation, de tactique, de logistique et d'administration ainsi que du matériel et de l'infrastructure nécessaires à l'exercice des fonctions d'officier supérieur dans le cadre de la mise en oeuvre des unités et organismes de la force aérienne;

2° possède la maturité nécessaire pour appliquer les connaissances visées au 1° dans les fonctions d'officier supérieur;

3° ... (voir avis)

Article 7 (article 5 du projet d'arrêté ministériel)

Les épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major de la force aérienne comportent les épreuves écrites et orales communes à chacun des corps de la force aérienne consistant en :

1° des épreuves écrites portant sur la solution d'un problème tactique et d'un problème logistique, sur l'organisation et la mise en oeuvre de la force aérienne et sur les connaissances générales en rapport avec les problèmes de défense;

2° des épreuves orales consistant principalement en la défense du travail présenté par le candidat lors des épreuves écrites.

Article 8 (article 6 du projet d'arrêté ministériel)

§ 1er. La partie écrite et la partie orale des épreuves interviennent respectivement pour un coefficient de 65 p.c. et de 35 p.c. de l'ensemble du résultat des épreuves.

§ 2. Pour réussir aux épreuves professionnelles, le candidat doit avoir obtenu au moins la moitié des points tant sur l'ensemble des épreuves portant sur la tactique et la logistique que sur l'ensemble des épreuves portant sur l'organisation et la mise en oeuvre de la force aérienne et sur les connaissances générales en rapport avec les problèmes de défense.

Section 3. Candidats de la force navale.

Article 9 (article 3 du projet d'arrêté royal)

Les officiers de la force navale doivent, pour pouvoir être nommés au grade de capitaine de corvette, satisfaire à des épreuves destinées à établir que le candidat :

1° possède les connaissances en matière d'organisation, de tactique, de logistique et d'administration ainsi que du matériel et de l'infrastructure nécessaires à l'exercice des fonctions d'officier supérieur dans le corps auquel il appartient et à la mise en oeuvre des unités et organismes de la force navale;

2° possède la maturité nécessaire pour appliquer les connaissances visées au 1° dans les fonctions d'officier supérieur.

Article 10 (article 7 du projet d'arrêté ministériel)

Les épreuves professionnelles pour l'accession au grade de capitaine de corvette consistent en :

1° une épreuve écrite dite de maturité, portant sur le commentaire et le développement d'un texte ainsi que sur l'analyse et la synthèse d'un autre texte;

2° une épreuve technique écrite suivie d'une défense orale consistant pour les officiers de pont en l'analyse d'une situation tactique et consistant pour les officiers techniciens et des services, à développer une situation logistique;

3° une épreuve technique écrite portant sur l'organisation, le système d'alerte et de mobilisation, le droit budgétaire, la logistique et la gestion.

Article 11 (article 8 du projet d'arrêté ministériel)

§ 1er. Les trois épreuves interviennent respectivement pour un coefficient de 50 p.c., de 32 p.c. et de 18 p.c. de l'ensemble du résultat des épreuves.

§ 2. Pour réussir aux épreuves professionnelles, le candidat doit avoir obtenu au moins la moitié des points dans chacune des épreuves.

Section 4. Candidats du service de santé.

Article 12 (article 4 du projet d'arrêté royal).

Les officiers du service de santé doivent, pour pouvoir être nommés au grade de major ou à un grade équivalent, satisfaire à des épreuves destinées à établir que le candidat :

1° possède une connaissance suffisante des forces, armes et services que le service de santé est chargé d'appuyer et du cadre général dans lequel cet appui doit être réalisé;

2° possède une connaissance suffisante de l'organisation et du fonctionnement du service de santé;

3° possède la maturité nécessaire pour appliquer les connaissances visées aux 1° et 2° dans les fonctions d'officier supérieur.

Article 13 (article 9 projet d'arrêté ministériel).

Les épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major ou à un grade équivalent du service de santé consistent :

1° pour les officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires, en :

.../...

a) une épreuve théorique, écrite et orale, portant sur des notions militaires générales et sur des notions fondamentales relatives au service de santé;

b) une épreuve écrite théorique de caractère technique et administratif portant sur le service de santé en temps de paix pour les officiers médecins et dentistes, sur le service pharmaceutique en temps de paix pour les officiers pharmaciens et sur la législation relative aux denrées alimentaires pour les officiers vétérinaires;

c) une épreuve orale pratique en rapport avec la qualité et, éventuellement, la spécialisation du candidat;

d) une épreuve écrite pratique suivie d'une défense orale portant sur la mise en oeuvre du service de santé;

2° pour les officiers des troupes du service de santé, en :

a) une épreuve générale écrite suivie d'une défense orale portant sur l'organisation et la mise en oeuvre des forces armées et de la force terrestre en particulier ainsi que sur les notions de formation générale supérieure du cours interarmes propre à l'article 3, 2°;

b) une épreuve particulière pratique, écrite, suivie d'une défense orale portant sur la mise en oeuvre du service de santé.

.../...

Article 14 (article 10 du projet d'arrêté ministériel)

§ 1er. Chacune des épreuves intervient dans l'ensemble du résultat des épreuves professionnelles avec le même coefficient d'importance.

§ 2. Pour réussir aux épreuves professionnelles, le candidat doit avoir obtenu au moins la moitié des points dans chacune des épreuves.

CHAPITRE III. MODALITES D'ORGANISATION ET REGLES DE PARTICIPATION AUX EPREUVES.

Article 15 (article 5 du projet d'arrêté royal)

Les officiers brevetés d'état-major ou brevetés administrateur militaire sont dispensés des épreuves professionnelles en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent.

Article 16 (article 6 du projet d'arrêté royal et article 16 du projet d'arrêté ministériel)

§ 1er. Les épreuves sont organisées par sessions.

Les candidats y sont convoqués dans l'ordre de leur ancienneté; toutefois, par décision motivée, le Ministre de la Défense nationale peut, dans des cas particuliers, déroger à cet ordre.

.../...

L'officier qui se trouve dans l'impossibilité de suivre les cours ou de se présenter à une épreuve peut solliciter un ajournement. La demande d'ajournement est établie dès la survenance de l'empêchement.

L'appréciation des raisons qui motivent l'ajournement appartient au Ministre de la Défense nationale ou à l'autorité militaire qu'il désigne.

L'ajournement doit être fondé sur des raisons graves et exceptionnelles. Le fait pour un officier de poser sa candidature à l'école des administrateurs militaires constitue un motif d'ajournement.

§ 2. Le président du jury peut accorder un ajournement d'urgence s'il estime que les preuves de l'empêchement de participer aux épreuves sont suffisantes.

§ 3. Les candidats ajournés sont convoqués à la première session de cours ou d'épreuves qui suit la date à laquelle la cause d'ajournement a pris fin.

Ces candidats sont examinés par le comité d'avancement en même temps que les officiers de leur session pour autant que les épreuves aient pu être subies et les résultats acquis avant le début des opérations préparatoires du comité. Dans le cas contraire, ils sont

.../...

examinés par le comité d'avancement qui examine les candidatures au grade de major des candidats de la plus prochaine session.

§ 4. L'officier qui est admis à participer au concours d'admission ou au cycle de formation de l'école des administrateurs militaires est considéré comme ajourné d'office.

Article 17 (article 17 du projet d'arrêté ministériel)

L'officier qui, sans avoir renoncé, ne participe pas à une session des épreuves professionnelles et qui n'obtient pas un ajournement est considéré comme ayant subi un échec à cette session d'épreuves.

Article 18 (article 18 du projet d'arrêté ministériel)

Dans des cas particuliers, le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne peut autoriser un candidat à devancer sa participation tant aux cours préparatoires qu'aux épreuves.

.../...

Article 19 (article 7 du projet d'arrêté royal).

§ 1er. Les candidats ne peuvent participer aux épreuves que s'ils possèdent le caractère, les qualités morales et la résistance physique nécessaires pour exercer les fonctions de major ou d'un grade équivalent en temps de paix et en temps de guerre.

Les supérieurs hiérarchiques des candidats émettent des avis motivés à ce sujet.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale agrée ou rejette les candidatures; ils ne peut les rejeter qu'auprès avoir pris l'avis du comité d'avancement compétent.

Le rejet d'une candidature est définitif.

Article 20 (article 8, § 2, du projet d'arrêté royal).

Lorsqu'un officier est jugé inapte à poursuivre les cours préparatoires pour les raisons caractérielles, morales ou physiques, le Ministre de la Défense nationale peut, sur proposition du chef d'état-major de la force concernée ou du chef du service de santé selon le cas, lui retirer son agrément après avoir pris l'avis du comité d'avancement compétent.

Le retrait de l'agrément est définitif.

.../...

Article 21 (article 9 du projet d'arrêté royal et article 13, § 2, du projet d'arrêté ministériel).

§ 1er. Le jury est composé d'un président et de trois membres au moins désignés par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité qu'il détermine.

Le Ministre de la Défense nationale règle les modalités de fonctionnement du jury.

§ 2. Chaque partie écrite des épreuves doit être corrigée par deux membres du jury au moins. Toutes les copies d'une même partie écrite doivent être corrigées par les mêmes membres du jury.

La partie orale des épreuves doit être subie par le candidat devant l'ensemble du jury.

Article 22 (article 11 du projet d'arrêté royal et article 14 du projet d'arrêté ministériel).

§ 1er. Le candidat qui a échoué aux épreuves est autorisé à s'y présenter une seconde fois dans l'année au cours de laquelle les premières épreuves ont eu lieu.

Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne peut dispenser le candidat de la partie des épreuves dans lesquelles il a obtenu les points requis pour réussir.

.../...

§ 2. Le second essai pour se présenter aux épreuves n'est précédé d'aucun cours ou stage préparatoire ou de formation.

Article 23 (article 12 du projet d'arrêté royal).

L'officier qui, ayant réussi les épreuves pour la nomination au grade de major ou un grade équivalent est transféré dans un autre corps, peut être nommé dans son nouveau corps sans satisfaire à de nouvelles épreuves.

Article 24 (article 15 du projet d'arrêté ministériel).

Tout officier peut, à tout moment, renoncer à participer aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent.

La renonciation doit être inconditionnelle; elle est définitive et irrévocable.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 25 (article 13 du projet d'arrêté royal).

L'arrêté royal du 29 février 1960 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière pour l'accession au grade de major, modifié par les arrêtés royaux des 25 août 1960, 26 mars 1963, 1er septembre 1965, 21 juin 1966, 20 décembre 1968 et 26 novembre 1973, est abrogé sauf en ce qui concerne :

.../...

1° les officiers ingénieurs des fabrications militaires;

2° les officiers de gendarmerie;

3° les officiers des forces terrestre, aérienne, navale et du service de santé dont la formation préparatoire aux épreuves professionnelles, telles que cet arrêté royal les prévoyait, a commencé et qui, à la date de mise en vigueur du présent arrêté, doivent encore participer à ces épreuves.

Article 26 (article 14 du projet d'arrêté royal).

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi,

Le Ministre de la Défense nationale".

pour le projet d'arrêté ministériel.

"ARRETE MINISTERIEL REGLANT LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU JURY DES EPREUVES IMPOSEES AUX OFFICIERS DE CARRIERE DES FORCES TERRESTRE, AERIENNE, NAVALE ET DU SERVICE DE SANTE, EN VUE DE LA NOMINATION AU GRADE DE MAJOR OU A UN GRADE EQUIVALENT.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE,

Vu l'arrêté royal du
relatif aux épreuves imposées aux officiers de carrière des forces terrestre, aérienne, navale et du service de santé en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent, notamment l'article 21, § 1er;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne, navale et du service de santé interforces;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

ARRETE :

Article 1er (article 11 du projet d'arrêté ministériel).

§ 1er. Le jury est composé d'un président et de trois membres permanents officiers généraux ou supérieurs de la force auquel le candidat appartient ou du service de santé selon le cas.

.../...

Le jury est présidé par un officier revêtu d'un grade de général, du grade de colonel ou d'un grade équivalent.

A la force navale et au service de santé, le président du jury peut toutefois être revêtu du grade de lieutenant-colonel ou d'un grade équivalent.

§ 2. Il peut être adjoint aux membres permanents du jury des membres occasionnels, officiers supérieurs du corps auquel le candidat appartient. Le nombre des membres occasionnels ne peut excéder le nombre des membres permanents du jury. Le jury doit comporter au moins deux membres permanents ou occasionnels qui appartiennent au même corps que celui du candidat.

§ 3. Pour les épreuves orales, le président peut faire appel à des conseillers. Ceux-ci ne font cependant pas partie du jury.

Article 2 (article 12 du projet d'arrêté ministériel).

Le président, les membres permanents et les membres occasionnels du jury ainsi que leurs suppléants sont désignés par le chef d'état-major de la force ou par le chef du service de santé selon le cas, sur une liste d'officiers répondant aux conditions fixées par l'arrêté royal du 31 juillet 1969 fixant en application de la loi concernant l'usage des langues à l'armée, la composition des jurys d'examen organisés au sein des forces armées.

.../...

Article 3 (article 13, §§ 1er et 3, du projet d'arrêté ministériel).

§ 1er. Le président du jury règle les modalités de fonctionnement du jury. Il est, en outre, chargé de l'établissement des questions, du déroulement des épreuves et de l'appréciation des candidats.

Pour la rédaction des questions, le président du jury peut recourir à l'aide du personnel enseignant des écoles.

§ 2. Les membres du jury, à l'exception du président, se prononcent sur la note obtenue par le candidat à chaque épreuve et pour l'ensemble des épreuves.

Lorsque les notes attribuées pour une épreuve par deux membres du jury au moins diffèrent pour un même candidat de plus de 40 % du maximum des points attribués à cette épreuve ou lorsque ces notes se situent de part et d'autre du minimum requis, le jury attribue après délibération la note définitive obtenue par le candidat.

Dans ce cas, la voix du président du jury est prépondérante.

Bruxelles, le

Le Ministre de la Défense nationale".

De Regering vraagt de Raad van State om advies over een ontwerp van koninklijk besluit en over een ontwerp van ministerieel besluit, die tot doel hebben de examens voor overgang naar de graad van majoor bij de landmacht, de luchtmacht en de zeemacht en bij de gezondheidsdienst zo te reorganiseren dat ze in overeenstemming zijn met de reorganisatie van de krijgsmacht.

Zo worden de geneesheren, tandartsen, apothekers en dierenartsen samengebracht in de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen, terwijl zij vroeger óf tot de landmacht, óf tot de luchtmacht óf tot de zeemacht behoorden.

Voor de examens voor de rijkswacht treffen de ontwerpen geen regeling. Naar de gemachtigde officier heeft verklaard, zal een ontwerp van koninklijk besluit betreffende dat krijgsmachtdeel aan de Raad van State voor advies worden voorgelegd.

De ontwerpen hebben geen betrekking op de examens voor de officieren-ingenieurs-militaire fabricages, aangezien die specialiteit zal moeten verdwijnen na de goedkeuring van het ontwerp van wet tot wijziging van het statuut van de officieren, dat de Regering zich voorneemt in te dienen.

Voor de kandidaat-majoors officieren van het lichte vliegwezen en de kandidaat-majoors officieren in de para-commando-eenheden treffen de ontwerpen geen voorzieningen,

.../...

terwijl artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de beroepsofficieren opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1968, bijzondere examens voor die officieren voorschreef.

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen bijzondere examens voor de officieren-paracommando's en voor de officieren piloten van het lichte vliegwezen te handhaven, dan zou voor hen een bijzondere bepaling in het koninklijk besluit opgenomen moeten worden.

*

Artikel 10 van het ontwerp-koninklijk besluit draagt de bevoegdheid om de examens te organiseren aan de Minister op.

Artikel 40 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, dat als rechtsgrond voor het ontwerp wordt aangevoerd, bepaalt :

"Geen officier kan in de graad van majoor worden benoemd indien hij niet slaagt bij examens waarvoor de Koning de regelen in zake deelneming, de programma's en de wijze van inrichting vaststelt.

.../...

De officieren, houder van het stafbrevet, alsmede de officieren die houder zijn van een brevet van gelijke waarde, door de Koning bepaald, kunnen geheel of gedeeltelijk van deze examens vrijgesteld worden".

Deze bepaling is die welke de Raad van State had voorgesteld als besluit van de volgende overwegingen :

"Dit artikel (artikel 41, dat artikel 40 van de wet geworden is) draagt de Koning de zorg op, de voorwaarden van deelneming aan de examens voor majoor en de regelen voor de inrichting dezer examens vast te stellen.

In tegenstelling met de thans geldende voorschriften wordt hier niets gezegd over het programma van deze examens.

Aangezien het ontwerp de Koning machtigt de regelen inzake inrichting van deze examens, dit is de bijzonderheden ervan vast te stellen, ligt het in de rede dat het hem ook het uitwerken van het programma dezer examens wil opdragen" (Gedr. St., Kamer, zitting 1956-1957, nr. 681/1, blz. 22).

De majoorexamens worden thans georganiseerd bij algemene orders van de chefs van de generale staf van de luchtmacht, van de landmacht en van de zeemacht.

In zijn arrest nr. 17.331 van 10 december 1975, in zake BODDAERT, heeft de Raad van State de onwettigheid van die algemene orders vastgesteld.

.../...

Uit het bovenstaande volgt dat de Koning zelf de organisatie van de examens moet regelen, dat bijgevolg in het ontwerp-koninklijk besluit artikel 10 moet vervallen en dat in het ontwerp-ministerieel besluit alleen de artikelen 11, 12 en 13, §§ 1 en 3, die betrekking hebben op de werkwijze van de examencommissie, kunnen worden behouden. Niets verzet er zich immers tegen dat de Koning de werkwijze van de examencommissie door de Minister van Landsverdediging laat regelen.

In de door de Raad van State voorgestelde tekst is met deze opmerking rekening gehouden.

I. OPMERKINGEN BIJ HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT.

Artikel 2 (artikel 6 van de voor het koninklijk besluit voorgestelde tekst).

De tekst onder 3° bepaalt dat de officieren van de luchtmacht, om in de graad van majoor te kunnen worden benoemd, moeten slagen voor examens die tot doel hebben vast te stellen dat de kandidaat "de nodige algemene vorming bezit welke inzake defensieproblemen van een hoofdofficier mag worden verwacht". Die eis wordt niet gesteld aan de officieren van de andere krijgsmachtdelen, zoals blijkt uit de artikelen 1, 3 en 4.

Aan de Raad van State is geen toelichting verstrekt wat betreft dè discrepantie tussen de examens welke aan de officieren van de luchtmacht worden opgelegd in artikel 2, 3°, en de examens die worden opgelegd aan de officieren van de landmacht, van de zeemacht en van de gezondheidsdienst, onderscheidenlijk in de artikelen 1, 3., 3,3. en 4,3.

.../...

Niet alleen blijkt niet duidelijk wat moet worden verstaan onder "algemene vorming inzake defensieproblemen", ook is geen enkele verantwoording gegeven voor dat onderscheid in het programma van de examens.

Artikel 6 (artikel 16, partim van de voor het koninklijk besluit voorgestelde tekst).

De bepalingen van het tweede en het derde lid van dit artikel dupleren met die van de artikelen 16, § 1, en 17 van het ontwerp-ministerieel besluit. Hiermede is rekening gehouden in de door de Raad voorgestelde tekst.

Artikel 8 (artikel 2 van de voor het koninklijk besluit voorgestelde tekst).

Paragraaf 2 van dit artikel dupleert met artikel 2 van het ontwerp-ministerieel besluit. Hiermede is rekening gehouden in de door de Raad voorgestelde tekst.

II. OPMERKINGEN BIJ HET ONTWERP VAN MINISTERIEEL BESLUIT.

Artikel 1 (artikel 1 van de voor het koninklijk besluit voorgestelde tekst).

Naar aan de Raad van State is verklaard, kunnen de betrokkenen krachtens § 2 van dit artikel gemachtigd worden tot het volgen van schriftelijke cursussen of van praktische stages. De hierna voorgestelde tekst houdt met dat voornemen rekening.

.../...

Artikel 4 (artikel 5 van de voor het koninklijk besluit voorgestelde tekst).

Deze bepaling brengt een wanverhouding tot stand tussen de puntencoëfficiënt voor de leerstof van de wapenschool (20 t.h.) en die van de krijgsschool (80 t.h.).

Deze bepaling geldt alleen voor de kandidaten van de landmacht.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de reden voor die bijzondere regeling kan zijn.

Artikel 16 (artikel 16 van de voor het koninklijk besluit voorgestelde tekst).

Paragraaf 3, derde lid, van dit artikel bepaalt :

"De officieren die een uitstel bekomen om persoonlijke redenen, mogen deze omstandigheid niet inroepen om een bevordering met terugwerkende kracht te bekomen".

De voorwaarden voor bevordering met terugwerkende kracht zijn geregeld in artikel 45, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Het komt de Koning - en a fortiori de Minister - dus niet toe die voorwaarden te bepalen.

Deze bepaling moet dan ook vervallen.

.../...

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen en met een aantal wijzigingen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven, stelt de Raad van State de hierna volgende teksten voor, waarmede de gemachtigde ambtenaar heeft ingestemd.

voor het ontwerp-koninklijk besluit :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE EXAMENS, DOOR DE BEROEPSOFFICIEREN VAN DE LAND-, DE LUCHT- EN DE ZEEMACHT EN DE GEZONDHEIDSDIENST AF TE LEGGEN MET HET OOG OP BENOEMING IN DE GRAAD VAN MAJOOR OF IN EEN GELIJKWAARDIGE GRAAD.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. CURSUSSEN VOORBEREIDEND OP DE BEROEPSEXAMENS.

Artikel 1. § 1 (artikel 1 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De officieren die wensen deel te nemen aan de bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad, moeten (na te zijn aanvaard door de Minister van Landsverdediging) de volgende voorbereidende cursussen volgen :

1° bij de landmacht :

a) een cursus aan de wapenschool van het korps waartoe de kandidaat behoort, over de stof bedoeld in artikel 3, 1°;

b) een cursus voor alle wapens, gegeven aan de krijgsschool, over de stof bedoeld in artikel 3, 2°;

2° voor de luchtmacht :

een vormingscursus voor hoofdofficieren, gegeven van de krijgsschool;

3° bij de zeemacht :

cursussen die over een periode van twee tot vier maanden gegeven worden in dat krijgsmachtdeel;

.../...

4° bij de gezondheidsdienst :

a) voor de officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen, een cursus aan de koninklijke school van de gezondheidsdienst;

b) voor de officieren van de troepen van de gezondheidsdienst de cursus voor alle wapens, voorgeschreven voor de officieren van de landmacht, en een cursus aan de koninklijke school van de gezondheidsdienst.

§ 2. Die cursussen mogen, met toestemming van de Minister van Landsverdediging of van de door hem aangewezen militaire overheid, worden voorafgegaan of gevolgd door schriftelijke cursussen of praktische stages.

Artikel 2 (artikel 2 van het ontwerp-ministerieel besluit en artikel 8, § 1, van het ontwerp-koninklijk besluit).

De beroepsexamens voor bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad hebben plaats onmiddellijk na de voorbereidende cursussen.

HOOFDSTUK II. EXAMENPROGRAMMA'S.

Afdeling 1. Kandidaten van de landmacht.

Artikel 3 (artikel 1 van het ontwerp-koninklijk besluit).

De officieren van de landmacht moeten, om in de graad van majoor te kunnen worden benoemd, slagen voor examens die tot doel hebben vast te stellen dat de kandidaat :

.../...

1° op de hoogte is van het tactisch en technisch in werking brengen, op echelon bataljon of gelijkwaardige eenheid, van de eenheden en organismen van het korps waartoe hij behoort;

2° een voldoende kennis heeft van de organisatie, het operationeel in werking brengen, de belangrijkste uitrustingen, de logistiek en het beheer van het personeel en het materieel van de eenheden en organismen van de landmacht;

3° de nodige maturiteit bezit om de onder 1° en 2° kennis aan te wenden in het ambt van hoofdofficier.

Artikel 4 (artikel 3 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De beroepsexamens voor bevordering tot de graad van majoor van de landmacht bestaan uit slechts één examen, omvattend :

1° schriftelijke gedeelten die betrekking hebben op de stof van de in artikel 1, § 1, 1°, bedoelde voorbereidende cursussen;

2° mondelinge gedeelten die voornamelijk bestaan in de verdediging van het werk dat de kandidaat bij de schriftelijke examengedeelten heeft ingediend, met uitsluiting van de stof "algemene vorming" van de cursus voor alle wapens.

.../...

Artikel 5 (artikel 4 van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De examens over de leerstof van de wapenschool en die over de leerstof van de krijgsschool komen onderscheidenlijk voor 20 t.h. en voor 80 t.h. van de totale examenuitslag in aanmerking.

§ 2. Om voor de beroepsexamens te slagen moet de kandidaat ten minste de helft van de punten behaald hebben voor het geheel van de examengedeelten.

Afdeling 2. Kandidaten van de luchtmacht.

Artikel 6 (artikel 2 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De officieren van de luchtmacht moeten, om in de graad van majoor te kunnen worden benoemd, slagen voor examens die tot doel hebben vast te stellen dat de kandidaat :

1° inzake organisatie, tactiek, logistiek en administratie alsook inzake materieel en infrastructuur, de kennis bezit die vereist is voor het uitoefenen van het ambt van hoofdofficier in het kader van het in werking brengen van de eenheden en organismen van de luchtmacht;

2° de nodige maturiteit bezit om de onder 1° bedoelde kennis aan te wenden in het ambt van hoofdofficier;

3° ... (zie advies).

.../...

Artikel 7 (artikel 5 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De beroepsexamens voor bevordering tot de graad van majoor van de luchtmacht omvatten de schriftelijke en mondelinge gedeelten die gemeen zijn aan elk korps van de luchtmacht en die bestaan uit :

1° schriftelijke gedeelten die betrekking hebben op het oplossen van een tectisch en een logistiek probleem, op de organisatie en het in werking brengen van de luchtmacht en op de algemene kennis in verband met de defensieproblemen;

2° mondelinge gedeelten die voornamelijk bestaan in de verdediging van het werk dat de kandidaat bij de schriftelijke examengedeelten heeft ingediend.

Artikel 8 (artikel 6 van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. Het schriftelijk en het mondeling gedeelte van de examens komen onderscheidenlijk voor 65 t.h. en voor 35 t.h. van de totale examenuitslag in aanmerking.

§ 2. Om voor de beroepsexamens te slagen moet de kandidaat ten minste de helft van de punten behaald hebben, zowel voor het geheel van de gedeelten over tactiek en logistiek als voor het geheel van de gedeelten over de organisatie en het in werking brengen van de luchtmacht en over de algemene kennis in verband met de defensieproblemen.

.../...

Afdeling 3. Kandidaten van de zeemacht.

Artikel 9 (artikel 3 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De officieren van de zeemacht moeten, om in de graad van korvetkapitein te kunnen worden benoemd, slagen voor examens die tot doel hebben vast te stellen dat de kandidaat :

1° inzake organisatie, tactiek, logistiek en administratie alsook inzake materieel en infrastructuur, de kennis bezit die vereist is voor het uitoefenen van het ambt van hoofdofficier in het korps waartoe hij behoort en voor het in werking brengen van de eenheden en organismen van de zeemacht;

2° de nodige maturiteit bezit om de onder 1° bedoelde kennis aan te wenden in het ambt van hoofdofficier.

Artikel 10 (artikel 7 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De beroepsexamens voor bevordering tot de graad van korvetkapitein omvatten :

1° een schriftelijk gedeelte, maturiteitsexamen genaamd, bestaande in het commentariëren en uitwerken van een tekst en in de analyse en de synthese van een andere tekst;

.../...

2° een schriftelijk technisch gedeelte, gevolgd door een mondelinge verdediging, bestaande, voor de dekofficieren, in de analyse van een tactische situatie en, voor de officieren van de diensten en de officieren technici, in de uitwerking van een logistieke situatie;

3° een schriftelijk technisch gedeelte dat betrekking heeft op de organisatie, het alarm- en mobilisatiesysteem, het budgettair recht, de logistiek en het beheer.

Artikel 11 (artikel 8 van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De drie examengedeelten komen onderscheidenlijk voor 50 t.h., 32 t.h. en 18 t.h. van de totale examenuitslag in aanmerking.

§ 2. Om voor de beroepsexamens te slagen moet de kandidaat ten minste de helft van de punten behaald hebben voor elk examengedeelte.

Afdeling 4. Kandidaten van de gezondheidsdienst.

Artikel 12 (artikel 4 van het ontwerp- koninklijk besluit).

De officieren van de gezondheidsdienst moeten, om in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad te kunnen worden benoemd, slagen voor examens die tot doel hebben vast te stellen dat de kandidaat :

.../...

1° een voldoende kennis heeft van de krijgsmachtdelen, wapens en diensten welke de gezondheidsdienst moet steunen, en van het algemeen kader waarin deze steun moet worden verleend;

2° een voldoende kennis heeft van de organisatie en de werking van de gezondheidsdienst;

3° de nodige maturiteit bezit om de onder 1° en 2° bedoelde kennis aan te wenden in het ambt van hoofdofficier.

Artikel 13 (artikel 9 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De beroepsexamens voor bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad omvatten :

1° voor de officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen :

a) een schriftelijk en mondeling theoretisch gedeelte over algemene militaire begrippen en over fundamentele begrippen betreffende de gezondheidsdienst;

b) een schriftelijk theoretisch, technisch en administratief gedeelte, dat betrekking heeft op de gezondheidsdienst in vredestijd voor de officieren-geneesheren en -tandartsen, op de farmaceutische dienst in vredestijd voor de officieren-apothekers en op de wetgeving betreffende de levensmiddelen voor de officieren-dierenartsen;

.../...

c) een mondeling praktisch gedeelte in verband met de hoedanigheid en eventueel de specialisatie van de kandidaat;

d) een schriftelijk praktisch gedeelte, gevolgd door een mondelinge verdediging, dat betrekking heeft op het in werking brengen van de gezondheidsdienst;

2° voor de officieren van de troepen van de gezondheidsdienst :

a) een schriftelijk algemeen gedeelte, gevolgd door een mondelinge verdediging, dat betrekking heeft op de organisatie en het in werking brengen van de krijgsmacht, inzonderheid van de landmacht, alsook op begrippen van hogere algemene vorming van de cursus voor alle wapens, bedoeld in artikel 3, 2°;

b) een schriftelijk praktisch bijzonder gedeelte, gevolgd door een mondelinge verdediging, dat betrekking heeft op het in werking brengen van de gezondheidsdienst.

Artikel 14 (artikel 10 van het ontwerp-ministerieel besluit)

§ 1. Elk examengedeelte komt in de totale uitslag van de beroepsexamens in aanmerking voor dezelfde waardecoëfficient.

.../...

§ 2. Om voor de beroepsexamens te slagen moet de kandidaat in ieder examengedeelte ten minste de helft van de punten hebben behaald.

HOOFDSTUK III. REGELS VOOR DE ORGANISATIE VAN EN DE DEELNEMING AAN DE EXAMENS.

Artikel 15 (artikel 5 van het ontwerp-koninklijk besluit).

De officieren stafbrevethouders of met brevet van militair administrateur zijn van de beroepsexamens voor benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad vrijgesteld.

Artikel 16 (artikel 6 van het ontwerp-koninklijk besluit en artikel 16 van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De examens worden in sessies georganiseerd.

De kandidaten worden in de volgorde van hun anciënniteit opgeroepen; in bijzondere gevallen echter kan de Minister van Landsverdediging, bij met redenen omklede beslissing, van die volgorde afwijken.

De officier die in de onmogelijkheid verkeert de cursussen te volgen of zich voor de examens aan te melden, kan uitstel vragen. De aanvraag tot uitstel wordt ingediend zodra het beletsel zich voordoet.

.../...

Over de redenen die het uitstel wettigen, oordeelt de Minister van Landsverdediging of de door hem aangewezen militaire overheid.

Het uitstel moet gegrond zijn op ernstige en uitzonderlijke redenen. Het feit dat een officier zich kandidaat stelt voor de school der militaire administrateurs is een reden tot uitstel.

§ 2. De voorzitter van de examencommissie kan spoeduitstel toestaan, indien hij het beletsel om aan de examens deel te nemen voldoende bewezen acht.

§ 3. De uitgestelde kandidaten worden opgeroepen voor de eerste sessie cursussen of examens volgend op de dag waarop de oorzaak van het uitstel komt te vervallen.

Die kandidaten worden terzelfdertijd als de officieren van hun sessie door het bevorderingscomité onderzocht, voor zover de examens afgelegd en de uitslagen verkregen kunnen zijn vóór het begin van de voorbereidende werkzaamheden van het comité. Zo niet, dan worden zij onderzocht door het bevorderingscomité dat de kandidaturen voor de graad van majoor van de kandidaten van de eerstvolgende sessie onderzoekt.

.../...

§ 4. De officier die aan het vergelijkend toelatingsexamen of aan de vormingscyclus van de school der militaire administrateurs mag deelnemen, wordt beschouwd als ambtshalve uitgesteld.

Artikel 17 (artikel 17 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De officier die, zonder opgezegd te hebben, niet deelneemt aan een sessie van de beroepsexamens en geen uitstel krijgt, wordt beschouwd als niet geslaagd bij die sessie.

Artikel 18 (artikel 18 van het ontwerp-ministerieel besluit)

In bijzondere gevallen kan de Minister van Landsverdediging of de door hem aangewezen militaire overheid een kandidaat toestaan zijn deelneming zowel aan de voorbereidende cursussen als aan de examens te vervroegen.

Artikel 19 (artikel 7 van het ontwerp-koninklijk besluit).

§ 1. De kandidaten mogen slechts dan aan de examens deelnemen wanneer zij het karakter, de morele hoedanigheden en het lichamelijke uithoudingsvermogen bezitten die vereist zijn voor het uitoefenen van het ambt van majoor of van een gelijkwaardige graad, in vredes- en in oorlogstijd. De hiërarchische meerderen van de kandidaten moeten daarover met redenen omklede adviezen uitbrengen.

.../...

§ 2. De Minister van Landsverdediging aanvaardt de kandidaturen of wijst ze af; hij kan ze slechts afwijzen na het advies van het bevoegde bevorderingscomité te hebben ingewonnen.

De afwijzing van een kandidatuur is definitief.

Artikel 20 (artikel 8, § 2 van het ontwerp-koninklijk besluit).

Wanneer een officier om karakteriële, morele of fysische redenen ongeschikt wordt bevonden om de voorbereidende cursussen verder te volgen kan de Minister van Landsverdediging op voorstel van de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel of van het hoofd van de gezondheidsdienst, naar gelang van het geval, zijn aanvaarding intrekken, na het advies van het bevoegde bevorderingscomité te hebben ingewonnen.

Deze intrekking van de aanvaarding is definitief.

Artikel 21 (artikel 9 van het ontwerp-koninklijk besluit en artikel 13, § 2, van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De examencommissie is samengesteld uit een voorzitter en ten minste drie leden, aangewezen door de Minister van Landsverdediging of door de door deze bepaalde overheid.

De Minister van Landsverdediging regelt de werkwijze van de examencommissie.

.../...

§ 2. Elk schriftelijk gedeelte van de examens moet door ten minste twee leden van de examencommissie worden nagezien. Alle examenwerken van eenzelfde schriftelijk gedeelte moeten door dezelfde leden van de commissie worden nagezien.

Het mondeling gedeelte van de examens moet door de kandidaat vóór de voltallige examencommissie worden afgelegd.

Artikel 22 (artikel 11 van het ontwerp-koninklijk besluit en artikel 14 van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De kandidaat die voor de examens niet geslaagd is, mag zich een tweede maal aanmelden tijdens het jaar waarin de eerste examens hebben plaatsgehad.

De Minister van Landsverdediging of de door hem aangewezen militaire overheid kan de kandidaat vrijstellen van het gedeelte van de examens waarvoor hij de vereiste punten heeft behaald.

§ 2. Aan de twee poging om zich voor de examens aan te melden, gaat geen cursus of stage tot voorbereiding of vorming vooraf.

.../...

Artikel 23 (artikel 12 van het ontwerp-koninklijk besluit).

De officier die, na te zijn geslaagd voor de examens voor benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad, naar een ander korps wordt overgeplaatst, kan zonder nieuw examen in zijn nieuwe korps worden benoemd.

Artikel 24 (artikel 15 van het ontwerp-ministerieel besluit)

Iedere officier mag op elk ogenblik zijn deelneming aan de beroepsexamens voor bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad opzeggen. Die opzegging is onvoorwaardelijk; zij is definitief en onherroepelijk.

HOOFDSTUK IV. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 25 (artikel 13 van het ontwerp-koninklijk besluit).

Het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de officieren van het actief kader opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1960, 26 maart 1963, 1 september 1965, 21 juni 1966, 20 december 1968 en 26 november 1973, wordt opgeheven behalve voor :

.../...

1° de officieren-ingenieurs-militaire fabricages;

2° de officieren van de rijkswacht;

3° de officieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en de gezondheidsdienst, die de vorming tot voorbereiding van de beroepsexamens, zoals ze in dat koninklijk besluit waren voorgeschreven, hebben aangevat en op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit nog aan die examens moeten deelnemen.

Artikel 26 (artikel 14 van het ontwerp-koninklijk besluit).

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege,

De Minister van Landsverdediging"

.../...

voor het ontwerp-ministerieel besluit.

"MINISTERIEEL BESLUIT TOT REGELING VAN DE WERKWIJZE VAN DE EXAMENCOMMISSIE VOOR DE EXAMENS, DOOR DE BEROEPSOFFICIEREN VAN DE LAND-, DE LUCHT- EN DE ZEEMACHT EN DE GEZONDHEIDSDIENST AF TE LEGGEN MET HET OOG OP BENOEMING IN DE GRAAD VAN MAJOOR OF IN EEN GELIJKWAARDIGE GRAAD.

DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING,

Gelet op het koninklijk besluit van betreffende de examens, door de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en de gezondheidsdienst af te leggen met het oog op benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad, inzonderheid op artikel 21, § 1.

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

BESLUIT :

Artikel 1 (artikel 11 van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De examencommissie is samengesteld uit een voorzitter en drie permanente leden, opper- of hoofdofficieren van het krijgsmachtdeel waartoe de kandidaat behoort of van de gezondheidsdienst, naar gelang van het geval.

.../...

De commissie wordt voorgezeten door een officier met een graad van generaal, de graad van kolonel of een gelijkwaardige graad.

Bij de zeemacht en bij de gezondheidsdienst mag de voorzitter van de commissie echter de graad van luitenant-kolonel of een gelijkwaardige graad hebben.

§ 2. Aan de permanente leden van de examencommissie kunnen tijdelijke leden, hoofdofficieren van het korps waartoe de kandidaat behoort, toegevoegd worden. Er mogen niet meer tijdelijke dan permanente leden zijn. De commissie moet ten minste twee permanente of tijdelijke leden omvatten die tot hetzelfde korps als de kandidaat behoren.

§ 3. Voor de mondelinge examengedeelten kan de voorzitter een beroep doen op raadslieden. Deze maken echter geen deel uit van de examencommissie.

Artikel 2 (artikel 12 van het ontwerp-ministerieel besluit).

De voorzitter, de permanente en de tijdelijke leden van de examencommissie alsook hun plaatsvervangers worden door de stafchef van het krijgsmachtdeel of door het hoofd van de gezondheidsdienst, naar gelang van het geval, aangewezen uit een lijst van officieren die beantwoorden aan de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 31 juli 1969, ter bepaling, bij toepassing van de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger, van de samenstelling der in de krijgsmacht in te richten examencommissies.

.../...

Artikel 3 (artikel 13, §§ 1 en 3, van het ontwerp-ministerieel besluit).

§ 1. De voorzitter van de examencommissie regelt de werkwijze van de commissie. Hij is bovendien belast met het opstellen van de vragen, met de afwikkeling van de examens en met de beoordeling van de kandidaten.

Voor het opstellen van de vragen kan de voorzitter van de examencommissie zich laten bijstaan door het onderwijzend personeel van de scholen.

§ 2. De leden van de examencommissie, met uitsluiting van de voorzitter, kennen aan elke kandidaat een waardecijfer toe voor elk examengedeelte en voor het geheel der examens.

Wanneer de voor een examengedeelte ten minste twee commissieleden toegekende waardecijfers voor eenzelfde kandidaat verschillen met meer dan 40 t.h. van het maximum der punten voor dat examengedeelte, of wanneer de waardecijfers aan weerszijden van het vereiste minimum liggen, kent de commissie, na beraadslaging, het definitieve waardecijfer toe dat door de kandidaat behaald werd.

In dat geval is de stem van de voorzitter van de examencommissie beslissend.

Brussel, de

De Minister van Landsverdediging".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.